

1.4 Villes et communes de France

Au 1^{er} janvier 2018, la France, y compris Mayotte, compte 35 357 **communes**. Au 1^{er} janvier 2016, les 35 340 communes françaises (hors les 17 de Mayotte), dans leurs limites territoriales au 1^{er} janvier 2018, rassemblent 66,362 millions d'habitants. De 2011 à 2016, la population a augmenté de 0,4 % par an en moyenne. Ce rythme de croissance est en léger retrait par rapport à celui des cinq années précédentes (0,5 % par an).

Comme les trois dernières décennies, la population croît le plus fortement dans les **couronnes** des grands **pôles urbains** (+ 0,8 % par an). Cependant, la croissance démographique des couronnes se poursuit à un rythme bien moins soutenu qu'entre 2006 et 2011 (+ 1,2 %).

À l'inverse, le rythme de croissance des grands pôles urbains se renforce à la suite d'une diminution du déficit migratoire qui n'est plus que de 0,1 % par an entre 2011 et 2016, contre 0,3 % par an durant les cinq années précédentes. Parmi les 20 pôles urbains de 300 000 habitants ou plus en 2016, 12 voient leur croissance accélérer, notamment Nantes, Bordeaux, Montpellier et Rennes. La population du pôle de Saint-Étienne augmente désormais alors qu'elle accusait précédemment une baisse. Seuls les pôles urbains de Paris, Nice, Béthune, Valenciennes et Douai-Lens subissent une dégradation de leur dynamisme démographique. Au final, les pôles urbains dont la croissance dépasse 1,0 % par an sont : Montpellier, Bordeaux, Nantes, Toulouse, Rennes et Lyon.

Porté par le regain démographique des grands pôles urbains et le dynamisme des

couronnes, l'essentiel de la croissance démographique est dû aux grandes **aires urbaines**. Celles de la façade atlantique, d'Occitanie ou de l'Est de l'Auvergne-Rhône-Alpes sont les plus dynamiques avec des taux d'accroissement annuels moyen de la population supérieurs ou égaux à 1,0 %. À l'inverse, les aires des anciens centres industriels du Nord et de l'Est de la France connaissent des pertes de populations dépassant 0,1 %.

En France, depuis trois décennies, la démographie des territoires est fortement marquée par l'étalement urbain et la densification des espaces situés à la périphérie des grands centres urbains. Par rapport à la période précédente, entre 2006 et 2011, l'accélération de la croissance de la population des métropoles entre 2011 et 2016 s'accompagne d'un ralentissement de celle des communautés de communes voisines et ce d'autant plus que l'on s'en éloigne. La croissance démographique repose toujours davantage sur celle des communautés de communes les plus proches des métropoles. Entre 2011 et 2016, la population augmente plus vite dans les communautés de communes au sein desquelles la commune la plus peuplée est située à moins de 30 minutes en voiture de la **ville-centre** de la métropole la plus proche (+ 0,9 % par an). De 2006 à 2011, la hausse maximale se situait entre 30 et 45 minutes. Au-delà de 30 minutes en voiture de la métropole la plus proche, le rythme de croissance des communautés de communes fléchit de plus de moitié entre les périodes 2006-2011 et 2011-2016. Cette évolution touche les franges de toutes les métropoles. ■

Définitions

Agglomération (ou unité urbaine) : ensemble de communes présentant une zone de bâti continu (pas de coupure de plus de 200 mètres entre deux constructions) et qui compte au moins 2 000 habitants. L'unité urbaine est souvent associée à la notion de ville.

Aire urbaine : ensemble de communes constitué par un pôle urbain (unité urbaine) de plus de 1 500 emplois, et par des communes rurales ou unités urbaines (couronne périurbaine) dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci. On distingue les « grandes aires urbaines » autour de pôles comptant plus de 10 000 emplois et les « moyennes et petites aires » concentrant de 1 500 à 10 000 emplois. Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

Commune, couronne, pôle urbain, population légale, population municipale, ville, ville-centre : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « Démographie des EPCI : la croissance se concentre dans et au plus près des métropoles », *Insee Première* n° 1729, janvier 2019.
- « Entre 2011 et 2016, les grandes aires urbaines portent la croissance démographique française », *Insee Focus* n° 138, décembre 2018.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Villes et communes de France 1.4

Taille des communes les plus peuplées

Rang	Commune	Population municipale 2016	Rang	Commune	Population municipale 2016	Rang	Commune	Population municipale 2016
1	Paris	2 190 327	26	Tours	136 565	51	Aubervilliers	86 061
2	Marseille	862 211	27	Amiens	133 755	52	Asnières-sur-Seine	85 973
3	Lyon	515 695	28	Limoges	132 660	53	Colombes	85 368
4	Toulouse	475 438	29	Annecy	126 419	54	Versailles	85 346
5	Nice	342 637	30	Perpignan	121 875	55	Aulnay-sous-Bois	84 662
6	Nantes	306 694	31	Boulogne-Billancourt	119 645	56	Saint-Pierre	84 169
7	Montpellier	281 613	32	Metz	117 890	57	Courbevoie	81 720
8	Strasbourg	279 284	33	Besançon	116 466	58	Fort-de-France	81 017
9	Bordeaux	252 040	34	Orléans	114 782	59	Cherbourg-en-Cotentin	80 076
10	Lille	232 440	35	Saint-Denis	111 354	60	Rueil-Malmaison	78 195
11	Rennes	216 268	36	Argenteuil	110 468	61	Champigny-sur-Marne	77 409
12	Reims	183 113	37	Rouen	110 117	62	Le Tampon	77 283
13	Saint-Étienne	171 924	38	Mulhouse	108 999	63	Pau	77 251
14	Le Havre	170 352	39	Montreuil	108 402	64	Béziers	76 493
15	Toulon	169 634	40	Saint-Paul	105 482	65	La Rochelle	75 736
16	Grenoble	158 180	41	Caen	105 403	66	Calais	74 978
17	Dijon	155 090	42	Nancy	104 592	67	Saint-Maur-des-Fossés	74 893
18	Angers	151 229	43	Tourcoing	97 476	68	Cannes	74 152
19	Nîmes	151 001	44	Roubaix	96 412	69	Antibes	73 798
20	Villeurbanne	149 019	45	Nanterre	94 258	70	Mérignac	70 317
21	Saint-Denis (La Réunion)	147 920	46	Vitry-sur-Seine	92 755	71	Drancy	70 269
22	Aix-en-Provence	143 006	47	Avignon	92 378	72	Colmar	69 899
23	Le Mans	142 991	48	Créteil	89 392	73	Saint-Nazaire	69 719
24	Clermont-Ferrand	142 686	49	Dunkerque	88 108	74	Ajaccio	69 075
25	Brest	139 342	50	Poitiers	87 961	75	Issy-les-Moulineaux	68 395

Source : Insee, RP 2016.

Principales aires urbaines

Rang	Aire urbaine	Population municipale 2016	Variation relative annuelle 2011-2016 en %	Nombre de communes ¹	Rang	Aire urbaine	Population municipale 2016	Variation relative annuelle 2011-2016 en %	Nombre de communes ¹
1	Paris	12 568 755	0,4	1 764	26	Béthune	370 328	0,1	122
2	Lyon	2 310 850	1,1	501	27	Valenciennes ²	369 336	0,1	90
3	Marseille - Aix-en-Provence	1 756 296	0,4	90	28	Le Mans	347 397	0,2	123
4	Toulouse	1 345 343	1,5	452	29	Perpignan	323 336	1,1	66
5	Bordeaux	1 232 550	1,6	252	30	Reims	322 473	0,4	230
6	Lille ²	1 187 824	0,5	125	31	Genève (SUI) - Annemasse ²	320 475	2,4	114
7	Nice	1 006 402	0,0	129	32	Brest	319 947	0,4	51
8	Nantes	961 521	1,5	108	33	Pointe-à-Pitre - Les Abymes	310 251	-0,4	16
9	Strasbourg ²	785 839	0,6	258	34	Bayonne ²	301 224	1,2	60
10	Rennes	727 357	1,4	185	35	Amiens	297 468	0,3	256
11	Grenoble	687 985	0,4	194	36	Le Havre	289 134	-0,2	81
12	Rouen	665 249	0,3	276	37	Mulhouse	285 121	0,2	60
13	Toulon	626 504	0,6	40	38	Limoges	283 557	0,0	96
14	Montpellier	607 896	1,6	116	39	Nîmes	268 087	0,9	50
15	Douai - Lens	539 064	-0,1	103	40	Poitiers	261 795	0,6	97
16	Avignon	529 190	0,5	97	41	Dunkerque	256 100	-0,1	55
17	Saint-Étienne	519 834	0,4	117	42	Besançon	251 293	0,5	254
18	Tours	494 453	0,6	140	43	Pau	243 901	0,2	167
19	Clermont-Ferrand	482 472	0,6	184	44	Annecy	236 407	1,4	59
20	Nancy	435 356	0,0	285	45	Chambéry	224 811	0,8	85
21	Orléans	435 235	0,6	134	46	Saint-Nazaire	220 925	0,9	29
22	Caen	419 974	0,6	230	47	Lorient	218 689	0,4	29
23	Angers	419 633	0,7	81	48	La Rochelle	215 503	0,9	63
24	Metz	391 187	0,1	215	49	Saint-Denis (La Réunion)	204 304	0,6	3
25	Dijon	385 400	0,5	295	50	Troyes	194 943	0,6	147

1. Au 1^{er} janvier 2018.

2. Partie française.

Source : Insee, RP 2011 et 2016.

Avertissement

Sauf mention contraire, les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine et aux cinq départements d'outre-mer (sauf mention contraire Mayotte est inclus dans les données de la France).

Les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

Les comparaisons internationales s'appuient en général sur les données issues d'organismes internationaux (Eurostat, ONU, etc.) qui peuvent diverger des sources produites par les instituts nationaux de statistiques, notamment pour l'Insee, pour les données françaises. En effet, ces organismes effectuent souvent des ajustements de champ ou de méthode, d'ampleur souvent réduite, afin de produire des données comparables d'un pays à l'autre.

Sauf précision contraire, les indicateurs relatifs à l'Union européenne (UE) figurant dans cet ouvrage portent sur l'UE à 28.

Signes conventionnels utilisés

///	Absence de résultat due à la nature des choses
...	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
n.s.	Donnée non significative
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée par rapport à l'édition précédente
€	Euro
k	Millier
M	Million
Md	Milliard

Les clés des Tableaux de l'économie française

Titre de la double-page

Numéro du thème
et de la double page

11.4 Prix à la consommation

Les mots ou expressions
en gras et en couleur
sont définis plus bas
ou dans la rubrique
« Définitions » en annexes

Une présentation
synthétique sur
chaque double-page

Des définitions pour
comprendre les concepts
clés de la double page
Toutes les définitions
sont regroupées dans
la rubrique « Définitions »
en annexes

Des publications
téléchargeables gratuitement
pour approfondir le sujet
Adresses des sites Internet
à retrouver dans la rubrique
« Adresses utiles » en annexes

Après une accélération en janvier 2017 à +1,3 %, le taux d'inflation mesuré par la variation sur un an de l'**indice des prix à la consommation (IPC)** baisse progressivement jusqu'en juillet 2017 avant de remonter régulièrement au second semestre pour atteindre +1,2 %, fin 2017. Mesuré à partir de l'**indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)**, il suit globalement le même mouvement en France que dans l'ensemble de la zone euro. De même, l'indicateur d'**inflation sous-jacente**, qui exclut les composantes les plus volatiles de l'indice des prix à la consommation (énergie, produits frais et mesures fiscales), remonte très lentement de février à décembre 2017, passant de +0,2 % à +0,6 % fin 2017.

En moyenne sur l'année, les prix à la consommation augmentent davantage en 2017 qu'en 2016 (+1,0 %, après +0,2 % entre 2015 et 2016) : l'inflation atteint ainsi un niveau supérieur à celui de 2013. Ce dynamisme reflète un vif rebond des prix de l'énergie et une accélération des prix de l'alimentation et du tabac. Seul un recul un peu plus prononcé des prix des produits manufacturés modère la hausse de l'inflation, alors que les prix des services croissent au même rythme qu'en 2016.

Après trois années de baisse consécutive, les prix des produits énergétiques sont en forte hausse en 2017 (+6,2 % en moyenne, après -2,8 %) en lien avec la fiscalité accrue sur les carburants en janvier 2017 et la remontée du cours moyen du Brent. Tous les prix des produits pétroliers rebondissent nettement :

combustibles liquides (+17,3 % en moyenne), gazole (+11,7 %) et essence (+5,8 %). Les prix du gaz participent aussi à la hausse de l'inflation énergétique (+4,6 %, après -7,6 % en 2016). En revanche, les prix de l'électricité ralentissent (+0,4 %, après +3,1 %).

En 2017, les prix des produits alimentaires (y compris boissons, alcoolisées ou non) augmentent plus rapidement qu'en 2016 (+1,0 % en moyenne, après +0,6 %), avec une nette accélération des prix des produits alimentaires hors produits frais. Après deux années de faible hausse, les prix du tabac augmentent davantage : +2,7 % entre 2016 et 2017 en lien avec le relèvement des taxes.

En 2017, les prix des produits manufacturés diminuent (-0,6 % en moyenne, après -0,5 % en 2016). Ceux des articles d'habillement et de chaussures sont stables. Le recul des prix des produits de santé se poursuit pour la quatrième année consécutive. Enfin, les prix des autres produits manufacturés baissent (-0,2 % en moyenne en 2017, après -0,1 %).

L'inflation dans les services est inchangée en 2017, à +1,0 %, comme en 2016. Les prix des services de transport rebondissent nettement (+2,0 %, après -1,5 %). Ceux des services de santé augmentent vivement à la suite de la revalorisation des tarifs de consultation (+1,3 %, après +0,2 %). En revanche, les prix des loyers, indexés sur les évolutions passées de l'inflation, ralentissent en 2017, comme chaque année depuis 2006, à l'exception de 2012. Quant aux prix des services de communication, ils se replient fortement, après trois années de hausse. ■

Définitions

Indice des prix à la consommation (IPC) : instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. C'est une mesure synthétique de l'évolution de prix des produits, à qualité constante. Il est publié chaque mois au *Journal Officiel*. L'indice des prix hors tabac sert à indexer de nombreux contrats privés, des pensions alimentaires, des rentes viagères et aussi à revaloriser le Smic. L'indice retenu pour le Smic est celui des « ménages du 1^{er} quintile de la distribution des niveaux de vie, hors tabac ». Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), inflation, inflation sous-jacente : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « 2017 – Les niveaux des prix ont varié quasiment du simple au triple parmi les États membres de l'UE », *communiqué de presse* n° 102, Eurostat, juin 2018.
- « Indice des prix à la consommation – Moyennes annuelles 2017 », *Informations rapides* n° 8, Insee, janvier 2018.
- Séries chronologiques (www.insee.fr).

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Une orientation vers le site www.insee.fr sur lequel vous trouverez l'ouvrage en ligne, ainsi que les données mises à jour au fur et à mesure de leur disponibilité en attendant la prochaine édition papier

Titre de la double-page

Prix à la consommation 11.4

Évolution de l'indice des prix à la consommation par fonction de consommation en 2017

en % — Unité

Fonction de consommation	Pondération ¹		Évolution 17/16		Fonction de consommation	Pondération ¹		Évolution 17/16	
	2017	Moyenne annuelle	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²		2017	Moyenne annuelle	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²
Ensemble (y c. tabac)	10 000	1,0	1,2		Transport	1 451	3,1	2,8	
Ensemble (hors tabac)	9 812	1,0	1,1		Achats de véhicules	362	0,7	1,7	
Alimentation, boissons non alcoolisées	1 435	1,1	1,4		Utilisation de véhicules personnels	801	4,5	3,9	
Produits alimentaires	1 311	1,1	1,5		Services de transport	288	2,0	1,1	
Boissons non alcoolisées	124	0,6	0,7		Communications	285	-4,2	-4,2	
Boissons alcoolisées et tabac	380	1,6	3,3		Services postaux	17	3,8	3,8	
Boissons alcoolisées	192	0,6	0,7		Matériel de téléphonie et de télécopie	43	-8,6	-5,0	
Tabac	188	2,7	6,0		Services de téléphonie et de télécopie	225	-4,0	-4,6	
Habillement et chaussures	447	0,1	0,0		Loisirs et culture	894	0,3	0,5	
Habillement	357	0,1	0,0		Équipements audio-visuels, photo et informatiques	138	-2,2	-1,2	
Chaussures y c. réparation	90	-0,2	-0,1		Autres biens durables (loisirs)	46	-1,4	1,5	
Logement, chauffage, éclairage	1 418	1,6	1,4		Autres articles et équip. de loisirs	242	-0,2	0,3	
Loyers d'habitation	629	0,2	0,2		Services récréatifs et culturels	309	1,1	1,2	
Entretien et réparation courante du log.	172	1,5	1,6		Presse, livres et papeterie	140	1,9	2,0	
Distribution d'eau et autres services	159	1,4	1,5		Voyages touristiques tout compris	19	1,7	-6,0	
Chauffage, éclairage	458	3,7	2,9		Éducation	4	1,2	0,6	
Mobilier, équip. ménager, entretien maison	530	-0,2	-0,1		Hôtellerie, cafés, restaurants	752	1,6	1,4	
Meubles, tapis, revêtements de sol	154	-0,2	0,0		Restauration et cafés	587	1,4	1,2	
Articles de ménage en textile	39	0,9	1,2		Services d'hébergement	165	2,4	2,0	
Appareils ménagers	87	-2,0	-2,2		Autres biens et services	1 341	1,1	1,2	
Verrerie, vaisselle, ustensiles de ménage	70	0,4	0,9		Soins personnels	278	0,3	0,2	
Outils pour la maison et le jardin	50	-0,5	0,0		Effets personnels (non définis ailleurs)	119	0,9	1,1	
Entretien courant de l'habitation	130	0,4	0,4		Protection sociale	485	0,9	1,0	
Santé	1 063	-0,2	0,5		Assurances	296	2,1	2,3	
Médicaments et produits pharmaceutiques	463	-2,0	-1,7		Services financiers	38	2,5	2,2	
Médecine non hospitalière	600	1,3	2,2		Autres services	125	0,9	1,1	

Champ, source, notes de lecture, précisions sur les données en bas de chaque tableau ou graphique

1. Les pondérations de l'indice sont calculées chaque année à partir de la consommation des ménages au sens de la comptabilité nationale.
 2. Évolution de l'indice de décembre 2017 par rapport à l'indice de décembre 2016.
- Champ : France hors Mayotte, ensemble des ménages. Note : base 100 en 2015.
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Quelques hausses et baisses de prix en 2017

glissement annuel de déc. à déc. en %

Hausses	17/16	Baisses	17/16
Combustibles liquides	+ 11,1	Pommes de terre	-10,8
Gazole	+ 9,4	Forfaits touristiques	-6,0
Médecines généralistes	+ 7,8	Lumières	-5,4
Fruits frais	+ 6,7	Matériel de téléphonie et de télécopie	-5,0
Huiles et graisses	+ 7,4	Matériel de nettoyage	-5,0
Tabac	+ 6,0	Appareils de transformation d'aliments	-5,0
Esence	+ 5,3	Appareils de cuisson	-4,2
Hydrocarbures liquéfiés (butane, propane, etc.)	+ 5,1	Matériel de traitement de l'information	-3,9
Services postaux	+ 3,8	Appareils photo et caméras	-3,8
Journaux et publications périodiques	+ 3,8	Tapis et moquettes	-3,4

Champ : France hors Mayotte. Note : évolution de l'indice de décembre 2017 par rapport à l'indice de décembre 2016.
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des tableaux concernant la France y compris les Dom sauf indication contraire

Évolution de l'indice des prix à la consommation de 1991 à 2017

par rapport à l'année précédente en %



Champ : France hors Mayotte. Note : la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation est l'évolution de l'indice moyen annuel. L'indice est la moyenne arithmétique des 12 indices mensuels.
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des graphiques d'illustration

Évolution des indices des prix à la consommation harmonisés dans la zone euro et dans l'UE en 2017

glissement annuel de déc. à déc. en %

	17/16	17/16	
Allemagne	1,6	Lettonie	2,2
Autriche	2,3	Lituanie	3,8
Belgique	2,1	Luxembourg	1,6
Chypre	-0,4	Malte	1,3
Espagne	1,2	Pays-Bas	1,2
Estonie	3,8	Portugal	1,6
Finlande	0,5	Slovaquie	2,0
France	1,2	Slovénie	1,9
Grèce	1,0	Zone euro	1,7
Irlande	0,5	UE	1,4
Italie	1,0		

Note : évolution de l'indice de décembre 2017 par rapport à l'indice de décembre 2016.
Source : Eurostat (extraction du 24 mai 2018).

Des données de cadrage européennes ou mondiales